

Jean-Michel Valantin : « Changer de régime énergétique implique de changer de société »

12 décembre 2018 / Entretien avec Jean-Michel Valantin



Face au changement climatique, l'avenir des États dépend de la transformation de leur régime énergétique, dont les conditions sont propres à chacun : ressources, contraintes géographiques, population... C'est ce qu'explique Jean-Michel Valantin dans cet entretien, à travers les exemples de quelques pays gros émetteurs de gaz à effet de serre.

COP24 — Pendant trois semaines, *Reporterre* devient « *le quotidien du climat* ». Tous les jours, à partir du 26 novembre, une enquête, un reportage ou un entretien sur ce phénomène qui commence à bouleverser la vie de l'humanité et définit son avenir. Tous nos articles sont à retrouver [ici](#) !

Jean-Michel Valantin est docteur en études stratégiques et responsable de la section Environment & Security du think tank britannique *The Red Analysis Society*. Il est spécialiste des effets géopolitiques et stratégiques du changement climatique et de la compétition internationale pour les ressources. Il est l'auteur de l'ouvrage *Géopolitique d'une planète dérégulée* (Seuil, 2017).



Reporterre — Quels sont, selon vous, les plus grands freins géopolitiques à la lutte contre le changement climatique ?

Jean-Michel Valantin — Le système international est traversé par une double tension paradoxale, qu'il va falloir résoudre :

- la tension provoquée par l'émergence et l'affirmation du monde multipolaire, comme la guerre commerciale qui oppose actuellement les États-Unis et la Chine, et qui s'inscrit dans un univers industriel et consumériste sous-tendu par les usages des carburants fossiles ;
- la tension vers la coopération internationale pour lutter contre le changement climatique, qui mobilise en grande partie les mêmes acteurs.

Quels ressorts pourraient inciter les sociétés à se réinventer à la hauteur du défi climatique ?

L'ensemble des pays contemporains sont inscrits dans l'intrication entre la fabrique et la reproduction des sociétés contemporaines et les usages des hydrocarbures. La catastrophe climatique en cours est en quelque sorte un « *accident industriel civilisationnel* » qui met en danger nos sociétés. Cependant, un changement de modèle et de fabrique de la société représente un immense effort civilisationnel, qui implique de nombreuses tensions et contradictions, ainsi que des consensus d'un type encore largement inconnu pour changer de trajectoire. Or, cette conscience commune d'une menace planétaire commune se diffuse rapidement, ce qui, paradoxalement, peut soutenir cette immense transition civilisationnelle.

La Chine est le plus gros émetteur de gaz à effet de serre (28 % du total mondial), mais c'est aussi le pays le plus peuplé du monde. De 1990 à 2017, ses émissions de CO₂ ont augmenté de 6,1 % selon le *Global Carbon Project*. Le développement insatiable de la Chine condamne-t-il l'humanité à un changement climatique colossal ?

La situation « carboclimatique » de la Chine est extrêmement complexe. Avant toute chose, il faut rappeler que l'avenir climatique terrestre dépend de l'ensemble de la communauté internationale, aussi importantes

soient les 9,1 milliards de tonnes de dioxyde de carbone émises par la Chine.

La Chine est très déterminée à entrer en transition énergétique. Les autorités ont bien saisi que le « tout charbon » n'est plus tenable ni socialement, ni économiquement, ni environnementalement, ni politiquement. Elles préparent une conversion au gaz naturel, dépendante de gigantesques achats de gaz naturel à la Russie. L'acheminement de ces ressources nécessite la construction de gigantesques gazoducs, qui seront mis en ligne à partir de 2019. Par ailleurs, le développement de la Chine est celui d'un pays de 1,4 milliard de personnes. Rapportées à ce nombre, les émissions chinoises sont fort inférieures à celles des États-Unis.

Les États-Unis représentent 15 % des émissions globales. Donald Trump considère le changement climatique comme une « arnaque ». Pourtant, ses conséquences frappent déjà de plein fouet son territoire, à l'image de la Californie ravagée, en 2018, par les incendies les plus violents de son histoire. Dans quelle mesure le déni de son président empêche-t-il les États-Unis de se transformer et de lutter efficacement contre le changement climatique ?

En fait, les États-Unis sont très avancés dans la sortie du charbon. Ce secteur traverse une crise grave avec le développement très rapide de l'extraction de gaz et de pétrole de schiste sur le territoire américain. Cette dynamique a débuté dès le début des années 2000 et l'administration Bush, puis a été très soutenue par l'administration Obama entre 2008 et 2016, afin de diminuer la dépendance étasunienne aux importations de pétrole, en particulier moyen-orientales. Les gaz de schiste et la fracturation hydraulique posent d'ailleurs d'autres problèmes environnementaux et climatiques.



Par ailleurs, si les émissions de gaz à effet de serre sont corrélées aux besoins de chaleur et de climatisation de la population, elles le sont aussi à l'état de l'activité économique. Le président Trump fait le pari d'une relance de la croissance et de la réindustrialisation du pays, selon des modalités incompatibles avec une réduction des usages des combustibles fossiles. Dans ce contexte, le climatoscepticisme pourrait presque être considéré comme une condition de cette approche économique et industrielle.

Cette situation, comme celle de la Chine, nous indique bien que changer de régime énergétique implique littéralement de changer de société, voire de civilisation, ce qui n'a strictement rien d'évident.

Entre 1990 et 2017, la Russie a vu ses émissions de CO₂ baisser de 0,6 %. Pourquoi ?

Ses émissions de gaz à effet de serre ont très fortement diminué entre 1990 et 2000, en raison de la catastrophe économique et industrielle qui a suivi la chute de l'URSS. Elle a entraîné, entre autres, l'effondrement de 40 % de la production industrielle russe durant cette période. C'est cette diminution nette des émissions de gaz à effet de serre qui a amené la Russie à signer le protocole de Kyoto en 2005, au moment où la Maison-Blanche de George W. Bush s'y refusait.

La Russie n'attend-elle pas que le changement climatique lui facilite l'exploitation du pétrole et du gaz de Sibérie ?

L'économie russe est fondée sur l'exploitation et l'exportation de matières premières, en particulier de pétrole et de gaz naturel. Le fait que le changement climatique rende accessibles de nouveaux gisements, en particulier gaziers dans la zone arctique de la Sibérie, est une continuation de la stratégie industrielle russe qui consiste à faire du changement climatique un atout pour son développement. Ce dessein est d'ailleurs prolongé par l'ouverture de la « route maritime du nord » du détroit de Béring à la Norvège, rendue possible par l'apparition de zones de fonte de la glace toujours plus importantes. Ces nouvelles exploitations de gaz naturel attirent des investissements et des partenariats industriels de tous ordres, en particulier des compagnies chinoises, mais aussi japonaises, indiennes, ainsi que Total, dans le Yamal. Cette mise en valeur industrielle des effets du changement climatique a un caractère paradoxal, mais elle fait émerger une zone industrielle, énergétique et commerciale russo-asiatique, dans un environnement planétaire en plein bouleversement.

La hausse de la température dans la région arctique a aussi des effets sur le pergélisol de toute la région (Alaska / Canada / Sibérie). En se réchauffant, ce pergélisol devient émetteur de méthane et accroît la possibilité d'un emballement du changement climatique.

L'Inde représente 7 % du total des émissions mondiales de CO₂. Cette année, elle devrait encore accroître de 6,3 % ses émissions, sous l'effet d'un accroissement de l'utilisation du charbon. Doit-on s'attendre à ce que l'Inde poursuive son développement en accroissant toujours plus ses émissions ?

Les usages du charbon étant extrêmement polluants et posant des problèmes sanitaires, écologiques, hydriques et agricoles massifs, leur acceptabilité sociale n'est pas extensible à l'infini. L'Inde l'a compris et s'est lancée dans de vastes programmes de développement des filières des énergies renouvelables et des « smart grids ». Il convient aussi de se rappeler que de la production d'électricité dépend la vie quotidienne de plus d'un milliard de personnes, dans un pays soumis à des tensions sociales, mais aussi environnementales toujours plus fortes : tempêtes, moussons très violentes ou insuffisantes, vagues de chaleur extrêmes, sécheresses qui affectent des dizaines de millions de personnes. Ce sont donc plusieurs régimes énergétiques qui cohabitent en même temps.

Le Brésil a élu un président climatosceptique. Ce pays abrite notamment l'Amazonie, dont la déforestation accélère le changement climatique. L'élection de Jair Bolsonaro va-t-elle faire du mal à la lutte contre le changement climatique ?

La déforestation accélérée de l'Amazonie a malheureusement commencé bien avant l'élection de Jair Bolsonaro. La dérégulation de la forêt amazonienne est très avancée depuis plusieurs années, de même que les trouées continentales par les autoroutes, les exploitations minières, la création de barrages et l'étalement urbain totalement incontrôlé, porté par la nécessité de loger la population issue des campagnes, dans des conditions de grande précarité et de pauvreté.

Le climatoscepticisme est avant tout le nouveau nom de cette déréglementation, qui vise à réaffirmer l'importance des ressources végétales et minérales du Brésil comme un avantage compétitif. En cela, Jair Bolsonaro incarne surtout la version ultra-droitière du prolongement opéré entre ressources nationales et nationalisme, qui s'opère en Amérique latine depuis une quinzaine d'années. Cette politique a des effets désastreux pour la biodiversité et contribue à accentuer les déséquilibres climatiques, mais provient avant tout des déséquilibres socioéconomiques propres au Brésil. Ce qui nous rappelle que la crise du système Terre et la crise des sociétés contemporaines sont intimement liées.



En 2018, l'Union européenne devrait encore parvenir à diminuer de 0,7 % ses émissions de CO₂. Quels sont les ressorts qui permettent à l'Union européenne de réduire ses émissions depuis le début des années 2000 ?

De nombreux États membres de l'UE se sont engagés dans des stratégies de développement du mix énergétique. Par ailleurs, la période que vous évoquez est aussi marquée par des délocalisations industrielles massives vers le Maghreb et l'Asie, qui ont entraîné la « délocalisation » d'importantes émissions de gaz à effet de serre. Dans cette diminution, l'effet ralentissant de la crise financière de 2008 sur l'économie mondiale et européenne pendant plusieurs années a aussi joué, tout comme la recherche-développement en efficacité énergétique.

Le Qatar est un tout petit État, mais il apparaît comme le pays où les émissions de CO₂ par personne sont le plus élevées (49 t de CO₂). Comment expliquer que les habitants du Qatar soient les plus grands émetteurs du monde ? Cela peut-il durer ?

En 1960, quand l'exploitation du gaz et du pétrole ont vraiment commencé, la population du Qatar était minuscule, d'à peine 300.000 personnes. Les ressources énergétiques et la rente énergétique ont été utilisées pour améliorer les conditions de vie au niveau individuel. Cependant, cela s'est accompagné d'une explosion démographique, alors que les réserves du Qatar ne sont pas éternelles. C'est pour cette raison que le Qatar est devenu un investisseur dans des domaines et des pays extrêmement diversifiés, de manière à multiplier ses sources de revenus.

Le Canada est un exportateur net d'énergie et le 10^e pays émetteur de CO₂. Ses émissions de CO₂ ont augmenté de près de 3 % entre 2016 et 2017. Dans quelle situation se trouve le Canada en matière de lutte contre le changement climatique ?

Du fait des exploitations géantes des schistes bitumineux d'Alberta, le Canada est un pays exportateur de pétrole, dont les émissions de gaz à effet de serre augmentent avec la production de ces produits pétroliers qui nécessitent l'équivalent de près de 50 % de leur production pour être extraits et traités et raffinés pour être commercialisables. Par ailleurs, le Canada, comme l'ensemble de l'Amérique du Nord, est installé dans une zone géoclimatique très sensible au changement climatique, qui se traduit notamment par des incendies géants, dont ceux de 2016 et de 2017, qui contribuent aux émissions de gaz à effet de serre.

Les émissions du Japon, 5^e émetteur de CO₂ mondial, stagnent. Le Japon arrive-t-il à un pic d'émission ?

Le Japon a un double problème de crise économique très installée et de vieillissement de sa population, qui aboutit à une activité économique et donc à une consommation énergétique qui, comme l'économie, ne « décolle » plus.

- *Propos recueillis par Alexandre-Reza Kokabi*

Lire aussi : [Les trois enjeux majeurs de la COP24](#)

Source : Alexandre-Reza Kokabi pour *Reporterre*

Photos :

- . chapô : [Pixabay](#) (CC0)
- . statue : [Pxhere](#) (CC0)
- . Brésil : © Felipe Werneck/Ibama

- Emplacement : [Accueil](#) > [Editorial](#) > [Entretien](#) >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/jean-michel-valantin-changer-de-regime-energetique-implique-de-changer-de-societe>